

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

19 janvier 2024

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Ouvriers et paysans, une même misère, un même combat

Après la France, l'Allemagne et l'Italie, le mouvement de colère des agriculteurs a gagné la Belgique. Des files de tracteurs ont bloqué les routes ou l'accès des entrepôts de firmes de la grande distribution.

Ils se plaignent avant tout d'avoir des revenus insuffisants, mais aussi de la complexité des procédures administratives et des dernières réglementations de la commission européenne en matière d'environnement. Autre sujet d'inquiétude : les accords de libre-échange avec les pays d'Amérique du Sud, qui vont aggraver la concurrence sur certains produits agricoles.

Il est vrai qu'un grand nombre de petits exploitants peinent à joindre les deux bouts. Ils sont coincés entre les banques, auxquelles ils ont dû emprunter pour acheter leur matériel, et les intermédiaires de la grande distribution, qui leur imposent les prix les plus bas possibles. Devant l'ampleur du mouvement, les politiciens se sont empressés de faire des concessions. La commission européenne a accepté de postposer les limitations sur l'utilisation de pesticides. Cela ne lui coûte rien, mais les ouvriers agricoles et les familles populaires qui ne peuvent pas se payer du bio, vont pouvoir continuer à s'empoisonner.

La seule concession qui aura un impact financier est le report de l'obligation de mise en jachère de 4% des surfaces agricoles qui a été repoussée. Or, en pratique, elle ne touche quasiment pas les petits producteurs, et seules les grandes exploitations d'agriculture intensive vont en profiter.

Car dans le monde agricole, il y a les petits, qui doivent travailler beaucoup pour gagner peu ; et il y a les gros, qui dirigent des entreprises de production, de transformation ou de distribution. Ceux-là exportent à l'international, participent à la fixation des prix et ce sont eux qui encaissent la majeure partie des subventions de la politique agricole européenne. La sympathie dont le mouvement paysan peut jouir dans la population leur sert de paravent pour avancer leurs propres revendications : réduire les taxes, augmenter les aides d'État et assouplir les réglementations sociales ou écologiques.

Les petits paysans, ceux qui travaillent eux-mêmes leurs champs ou élèvent eux-mêmes leur bétail, ont le sentiment d'avoir un rôle particulier dans la société : « sans agriculture, pas de nourriture » clament-ils à

juste titre. Mais sans les routiers qui transportent leurs produits, il n'y en aurait pas non plus. Et que dire des ouvriers qui fabriquent les tracteurs, des maçons qui construisent les entrepôts ou des employés des centres de distribution ? Du champ à l'assiette, il y a une chaîne infinie de travailleuses et de travailleurs qui sont tous tout autant nécessaires au fonctionnement de l'ensemble de la société.

Les uns comme les autres ont en commun d'être, d'une manière ou d'une autre, des victimes de l'appétit de profits des grands capitalistes. Pour les uns, ce sera un patron qui rogne sur les salaires et met la pression sur les cadences. Pour les agriculteurs, c'est un distributeur qui casse les prix. La difficulté de joindre les deux bouts à la fin du mois est leur lot commun.

Les gouvernements, eux, se moquent bien de toute spécificité du monde agricole : ils œuvrent à maintenir la pyramide capitaliste dont le sommet, les patrons et les actionnaires, s'engraisse aux dépens de la base, les millions de familles populaires qui n'ont que leur travail pour vivre.

Tant que cette pyramide ne sera pas ébranlée, l'exploitation pèsera de tout son poids sur les ouvriers, les employés comme sur les paysans. Des luttes, comme celles des paysans aujourd'hui, redonnent parfois un peu d'oxygène, mais tout ce que les patrons ou les gouvernements doivent céder un jour, ils chercheront à le reprendre dès le lendemain.

Aussi sympathique que nous semble la mobilisation des agriculteurs, elle ne remet pas en cause la logique capitaliste. Même les revendications qui sont portées par les plus petits d'entre eux ne visent qu'à en assouplir quelque peu les règles. Dans l'ensemble, ils continuent à s'inscrire dans la loi du marché, alors même que c'est elle qui les pousse dans la misère.

En revanche, une lutte d'ensemble, ouvriers et paysans, pourrait briser cette loi inique, qui permet à une minorité d'oisifs de vivre du travail des autres. Elle permettrait de mettre en place une société juste, collective, sans crises économiques et sans guerres, et dans laquelle plus personne n'aurait à craindre pour son avenir. Le combat des agriculteurs sera peut-être une étincelle pour initier cette lutte d'ensemble dont nous avons tant besoin.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Des goujons jetés à l'eau !

On manque souvent de petit matériel pour réparer les bus, mais ce n'est pas le seul problème... La consigne donnée par la direction au service des achats est d'acheter les pièces les moins chères possibles, quelle que soit la qualité. Cette politique a eu des conséquences quand, fin 2023 plusieurs bus ont vu leur roue se détacher toute seule ! Il a fallu jeter le stock de goujons défectueux et en racheter pour plusieurs dizaines de milliers d'euros. Cette politique aboutit au gaspillage et à l'incurie !

Ateliers à l'abandon, direction en excursion

Dans les ateliers, cela fait des années que les machines, comme les presses, ne sont pas entretenues régulièrement. Les entretiens ne se font seulement que lorsqu'elles tombent en panne... Du coup, elles durent moins longtemps et les problèmes se multiplient. Et pendant qu'on ramasse les fruits pourris de ses économies de bouts de chandelle, la direction se paie du bon temps dans des team-buildings à Rochehaut...

Micro-ondes, maxi-foutage de gueule

La Stib vient d'annoncer qu'elle veut supprimer les restaurants à Delta, l'Atrium et Haren pour les remplacer par des distributeurs automatiques de plats prêts à réchauffer au micro-ondes. Pour le patron, les petits plats et les restaus chics, et pour nous, les plats sans goût et les files d'attentes. Et si on s'invitait plutôt à sa table ?

Plus question de se faire agresser au travail !

Le jeudi 25 janvier, les chauffeurs de bus de la TEC ont arrêté le travail dans la région du Centre. Le lendemain, les travailleurs de tous les dépôts du Hainaut se sont joints à la grève. Elle a duré 5 jours. Le lundi 29, les chauffeurs de la région de Liège ont débrayé à leur tour. Ils ont voté la grève jusqu'au lundi 5 février, au minimum. Ils veulent une solution au problème des agressions dont ils sont victimes. Pavés lancés dans le pare-brise ou dans les vitres, menaces, agressions verbales ou physiques... Ce n'est pas acceptable de devoir aller travailler avec une boule dans le ventre, parce qu'on ne sait pas ce qui nous attend sur le trajet.

Gaza, l'injustice internationale...

En 110 jours de guerre, l'offensive israélienne à Gaza et en Cisjordanie a tourné au massacre de masse avec déjà plus de 25 000 morts, 63 000 blessés et près de 2 millions de déplacés côté palestinien, sous le regard complice et complaisant des puissances impérialistes. Et ce n'est pas la Cour internationale de Justice qui va y changer quoi que ce soit. Elle s'est contentée de demander à l'État israélien de prendre des mesures

pour prévenir un génocide ! Autant dire que le massacre peut continuer.

Distribution de dividendes

À partir du 1^{er} février, la direction du groupe Louis Delhaize va progressivement supprimer 253 emplois dans les Cora. Après s'être débarrassés de ses magasins Smatch et Match, et surtout des travailleurs qui les faisaient fonctionner, la direction étend ses attaques aux autres enseignes. Dans les Cora, la direction réduit le personnel en accentuant la charge de travail pour ceux qui restent. Ils devront compenser les licenciements en trimant encore plus dur. Et, cerise sur le gâteau, les pauses ne sont désormais plus payées ! Dans la grande distribution, les patrons veulent à tout prix continuer à distribuer... de gros dividendes aux actionnaires.

Les prix augmentent, la qualité diminue

Ce 1^{er} février, tous les tarifs de la SNCB augmentent de 5,9 %. Cette hausse s'ajoute aux 9 % d'indexation déjà appliqués l'année dernière. Les tickets et les abonnements deviennent impayables. Ils pèsent de plus en plus sur les portefeuilles alors que la qualité du service, elle, ne cesse de se dégrader ! Les guichets ferment, les pannes, les retards et les annulations s'accumulent. En fait, ces augmentations de prix n'ont qu'un seul but : permettre à la SNCB et au gouvernement de continuer à faire des économies sur le personnel et le matériel en rackettant les passagers.

Les riches voudraient qu'on se contente de leurs miettes

250 millionnaires ont écrit une lettre ouverte au forum de Davos, ce rendez-vous annuel des hommes d'affaire et des dirigeants politiques. Ils voudraient, paraît-il, que les grandes fortunes soient plus taxées.

Même les riches sont obligés de voir, quand ils se penchent à la fenêtre de leur tour d'ivoire, que les inégalités ne font que s'accroître, que les services publics sont au bord de la faillite, que la misère gagne chaque jour du terrain. Et surtout, ils comprennent que le désespoir et la colère grondent, et qu'un jour ils risquent bien de tout perdre.

Certains d'entre eux imaginent calmer le jeu en redistribuant quelques miettes... mais ça ne va rien changer. Le capitalisme est un système où ceux qui possèdent les moyens de production sont sans cesse en concurrence les uns avec les autres. Il porte en lui les crises et les inégalités. Marx a montré, il y a déjà 175 ans, que la seule classe sociale qui pouvait faire changer les choses, c'est celle des travailleurs.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



contact@lalutte.org



www.lalutte.org



0498/44 64 72

Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP6 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP